

AMÉNAGEMENT

Paris-la Défense met fin au règne de l'automobile

L'aménageur du quartier d'affaires de l'ouest parisien signe son dernier grand projet, avec la transformation du boulevard circulaire en boulevard urbain donnant enfin leur place aux piétons et aux cyclistes.

La ville de Paris fait des émules. A l'image des élus de la capitale, les responsables de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (Epad) vont mettre fin au tout automobile sur le quartier d'affaires de l'ouest parisien. A compter de lundi prochain et jusqu'au 5 octobre, l'ensemble des riverains dont les quelque 20.000 habitants du pôle tertiaire le plus important d'Europe (1.500 sièges sociaux et 150.000 cols blancs) sont invités à se prononcer sur le projet de réaménagement du boulevard circulaire qui ceinture ce secteur des Hauts-de-Seine.

A l'étude depuis trois ans, l'opération prévoit de transformer cet anneau de vitesse, au trafic de 50.000 véhicules par jour, en boulevard urbain à visage humain faisant place aux autres usagers de la voie publique. L'Epad préconise ainsi de

réaliser des cheminements piétonniers plantés et une piste cyclable en bordure de ce ruban de bitume long de 3,8 kilomètres. Quant à la ronde quasi infernale des automobiles, elle devrait être brisée par l'implantation d'une série de feux tricolores et de passages protégés en lieu et place des lugubres souterrains et venteuses passerelles de liaison entre le parvis piétonnier de la Défense et les quartiers environnants de Courbevoie et Puteaux.

Disparition de l'Epad en 2007

Cette série d'améliorations, qui se veulent en rupture avec l'urbanisme de dalle des années 1960, dont la cité d'affaires est l'un des symboles, sert l'intérêt de l'ensemble de ses utilisateurs, insiste-t-on à l'Epad. Grâce aux feux tricolores, les automobilistes, actuellement gênés par le flot du trafic, devraient pouvoir se rabattre plus facilement sur la voirie et les parkings souterrains qui desservent le cœur du quartier d'affaires et ses tours de bureaux. Au vu d'une première expérimentation, menée depuis mai 2000 sur un tronçon du circulaire, le temps passé sur le ré-

seau routier devrait ainsi diminuer de 4 %.

Le chantier doit débiter au second semestre 2002, six mois après la mise à enquête publique de l'avant-projet sommaire (APS) mis au point à l'issue de la concertation qui démarre. Reste un regret de taille pour l'Epad dont la mission d'aménageur tire à sa fin, celui-ci ayant vendu tous ses droits à construire (2,8 millions de mètres carrés de bureaux en un peu plus de quarante ans) : son dernier projet ne pourra être qu'à moitié réalisé à court terme, soit sur un tronçon de circulaire d'environ 1,8 kilomètre, essentiellement situé sur la commune de Courbevoie. « *Nous manquons de moyens pour boucler le financement de l'ensemble de l'opération* », explique Christian Bouvier, le directeur de l'Epad. Unique contributeur, l'établissement public, qui cessera d'exister en 2007, est à court et n'a pu mobiliser que 15,2 millions d'euros (99,7 millions de francs). Pas un de plus.

J. C.